

D'après une communication de l'ambassade du Canada à Guatemala City, il paraît que des militaires ont réussi à faire un coup d'État.

Ces renseignements viennent d'arriver.

Les principales installations militaires et gouvernementales ainsi que la radio et la télévision sont sous le contrôle des forces armées fidèles aux dirigeants du coup.

D'après les premières indications, le coup aurait été pacifique et mené par un groupe de jeunes officiers qui seraient largement appuyés par les membres de l'armée. Le but du coup, d'après les dirigeants, c'était de remettre le Guatemala «sur la voie de la démocratie.»

Les dirigeants ont dit que les élections du 7 mars étaient truquées et ils ont promis de faire de nouvelles élections. En attendant, ils ont nommé une junte de trois officiers supérieurs, dont l'un a été le candidat vice-présidentiel pour les démocrates chrétiens aux élections de 1974.

La situation générale au Guatemala serait plutôt calme.

En ce qui concerne la possibilité que des Canadiens aient été blessés pendant le coup d'État, les Canadiens ne seraient pas en danger. On suit de près l'évolution de la situation.

Sur le plan politique, normalement le Canada va reconnaître un gouvernement qui contrôle le pays effectivement et qui est prêt à satisfaire aux obligations et engagements de ses accords bilatéraux et multilatéraux. Nous observons les événements au Guatemala et nous déciderons de notre position à la lumière de ces considérations.

Il est encore trop tôt pour prévoir la politique du nouveau gouvernement, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit qu'il espérait qu'il prendrait des mesures concrètes pour améliorer la situation en ce qui concerne les droits de l'homme. A plusieurs reprises, le Canada a pris des mesures bilatérales et multilatérales ayant pour but d'enjoindre les Guatémaltèques à agir dans ce sens.

LE SALVADOR—LA RECONNAISSANCE DU MOUVEMENT DE LA GUÉRILLA PAR LE GOUVERNEMENT VÉNÉZUÉLIEN

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, on a annoncé aujourd'hui dans un bulletin de nouvelles que le gouvernement vénézuélien avait reconnu le mouvement de la guérilla au Salvador. Certaines questions ont été posées à propos de la position du gouvernement canadien sur cette affaire.

Or, il est clairement ressorti d'entretiens qui ont eu lieu récemment à New-York entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Mark MacGuigan, et le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, que le Venezuela, à l'instar du Canada, est en faveur du gouvernement du président Duarte.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que, selon lui, ce bulletin de nouvelles ne pouvait être fondé que sur des informations inexactes ou sur un malentendu et que, pour reprendre ses propres termes, il s'occupait «de faire vérifier cette question».

● (1435)

LE BANGLADESH—RAPPORT SUR LE COUP D'ÉTAT

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, un autre coup d'État a eu lieu hier, cette fois au Bangladesh.

Les autorités militaires, sous la direction du lieutenant général Ershad, chef d'État-major de l'armée, ont pris le contrôle du gouvernement du Bangladesh.

Le gouvernement du parti national du Bangladesh dirigé par le président Sattar, qui a remporté les élections nationales du mois de novembre, a été évincé par les chefs militaires.

Le lieutenant-général Ershad a déclaré que les militaires ont pris le pouvoir pour mettre un terme à l'inefficacité et à la corruption de l'ancien gouvernement. Il ne semble pas que les nouveaux dirigeants aient pris le pouvoir pour faire triompher une idéologie particulière.

Ces derniers mois, les autorités militaires ont exercé une influence accrue au sein de l'appareil gouvernemental. Le coup d'État n'était pas tout à fait inattendu. On envisageait depuis quelque temps la possibilité que les autorités militaires s'emparaient du pouvoir.

Jusqu'à maintenant, on n'a pas fait état d'actes de violence qui soient liés à la prise du pouvoir. A notre connaissance, le petit nombre de Canadiens présentement au Bangladesh n'ont pas été inquiétés. Cependant, le ministre recommande à nos concitoyens qui envisagent de se rendre prochainement dans ce pays d'attendre que la situation s'y soit stabilisée.

Le Canada a entretenu de bonnes relations avec les gouvernements civils et militaires qui se sont succédé à la tête du pays. Depuis que le Bangladesh a accédé à l'indépendance en 1971, il a obtenu du Canada une aide considérable. Ce pays, l'un des plus pauvres du monde, compte sur l'aide considérable de l'extérieur, notamment au chapitre de l'alimentation.

Honorables sénateurs, ce sont là jusqu'à maintenant les deux seuls coups d'État, mais la journée n'est pas encore terminée.

L'honorable Heath Macquarrie: Honorables sénateurs, je sais gré au leader du gouvernement de sa réponse qui, à vrai dire, est une mine de renseignements. Nous nous réjouissons tous, je le sais, que le coup d'État au Guatemala n'ait donné lieu à aucune effusion de sang. Nous espérons tous que les promesses d'aujourd'hui seront honorées dans les mois et les années à venir—si le nouveau gouvernement réussit à se maintenir—mais nous avons tous constaté que les gouvernements, qu'ils aient été élus démocratiquement ou non, sont prompts à faire des promesses mais extrêmement lents à les réaliser.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

L'ANNONCE DE HAUSSES ANNUELLES DES TARIFS

L'honorable Nathan Nurgitz: Honorables sénateurs, j'ai une question à l'intention du leader du gouvernement au Sénat. La semaine dernière, je crois, le vice-président de la Société canadienne des Postes a déclaré que la Société augmenterait probablement les tarifs postaux tous les ans jusqu'en 1986, et que la prochaine hausse devrait se produire dès janvier ou février 1983. La Société des Postes ou le gouvernement ont-ils